

RASSEMBLEMENT POUR LA DEFENSE DU 3^{ème} RHC

Samedi 17 novembre 2012

Allocution de Jean PICART

Les réponses que nous avons reçues, les uns et les autres, du ministère de la Défense, nous indiquent clairement qu'il n'y a pas de menaces sur le Régiment, à ce jour. Bien évidemment.

Le Ministre rappelle que les travaux du livre blanc sont actuellement en cours et que donc « **il ne peut pas être préjugé de leurs conclusions et de leurs conséquences sur le maillage opérationnel des Armées** ». Effectivement, la loi de programmation militaire adoptée en 2013 concernera la période 2014-2019. Dans ces conditions, pourquoi nous annoncer une dotation en NH90 en 2020 ? Chacun est même de comprendre les raisons de notre inquiétude d'autant que la promesse de l'Etat entre 2002 et 2006 tendant à doter le 3^{ème} RHC d'hélicoptères TIGRE avec 400 militaires supplémentaires ne s'est pas concrétisée. L'Etat n'a donc pas tenu sa parole.

A l'époque, on nous demandait de rendre attractif notre territoire. Les Elus ont tout fait, des logements, des écoles, des emprunts, etc... Je ne reviens pas dessus.

D'autre part, nous venons de prendre connaissance du projet de Loi de Finances 2013 et de la note de présentation du budget opérationnel de la Défense examiné à l'Assemblée Nationale. A la page 9, l'action 4 relative à la politique immobilière précise que parmi les principales opérations d'infrastructures en cours, peuvent être cités « **les travaux sur différents sites destinés à assurer l'accueil des hélicoptères de nouvelle génération (TIGRE et NH90) à Pau, Phalsbourg et éventuellement à Etain** ». A notre grande surprise, nous avons découvert une note complémentaire en bas de page : « **les travaux à Etain sont suspendus depuis une décision prise en 2008** ». C'est une nouvelle inquiétante quant au maintien du 3^{ème} RHC à moyen terme.

De plus, nous avons constaté cet été une nouvelle érosion de 50 militaires dans les effectifs du 3^{ème} RHC soit une diminution totale de 250 emplois depuis 2008. On le voit bien dans les écoles du territoire où nous avons beaucoup moins d'enfants de militaires qu'en 2008.

Le courrier du Maire d'Etain au Ministre en date du 21 juin 2012 posait clairement la question dans la cadre de la livraison prévue de nouveaux appareils dès 2014 uniquement à Pau et à Phalsbourg sur une estimation de 160 appareils livrés d'ici à 2020: la question était claire : « **combien de nouveaux appareils à Etain, Phalsbourg et Pau en 2014 ?** Nous n'avons malheureusement aucune réponse à ce jour.

On nous dit que le livre blanc, « **n'est pas édité, lu et commenté, et donc que nous ne pouvons faire que des hypothèses** ». Bien évidemment. Mais pourquoi, dans ces conditions, l'Etat Major prévoyait depuis le début de l'année de doter en nouveaux appareils dès 2014 les seuls régiments de Pau et Phalsbourg ? Pour quelles raisons préméditées les travaux d'investissements lourds ont été suspendus à Etain suite à une décision prise en 2008 sans aucune information du Ministère aux Elus départementaux ? Pourquoi également nous n'avons pas été équipés du TIGRE comme annoncé en 2002-2006 ? Tel est le contenu d'un courrier adressé aux parlementaires Meusiens par Samuel HAZARD, Claude ANTION et moi-même.

Pour nous, les non-dits sont trop nombreux. Pourquoi ne nous donne t'on pas les diverses hypothèses qui, semble-t-il, sont d'ores et déjà envisagées avant la fin du livre blanc ? Nous voulons des réponses claires à ces questions. Dans ces conditions, pourquoi dire qu'on pourrait donner de mauvaises idées au ministère ? Voilà une bien mauvaise manière, une manière inacceptable de répondre à nos questions. Tous ensemble, nous voulons conserver notre 3^{ème} R.H.C. et avec nous les 2000 signatures de la pétition.

Le Nord meusien a perdu 3000 emplois militaires depuis une vingtaine d'années, sans aucune compensation malgré les promesses. C'est pourquoi, notre territoire a besoin de la solidarité nationale. Le maintien du 3^{ème} RHC éviterait d'aggraver les problèmes économiques et sociaux de notre ruralité et préserverait ainsi notre base de défense dont la qualité est reconnue au plus haut niveau.

Pour être constructifs, nous nous permettons de vous rappeler l'excellence du site d'Étain-Rouvres, qu'il s'agisse de la qualité des infrastructures, de l'espace aérien le plus favorable de l'Est de la France. Sans oublier, évidemment, l'attractivité améliorée de notre territoire durant la dernière décennie.

Pour être constructifs, encore et toujours, nous demandons le maintien du 3^{ème} RHC ou une équivalence militaire porteuse de 1100 emplois comme au 3^{ème} RHC en 2008. On nous parle d'une possible attribution d'un régiment de drones. Il n'y en a qu'un seul en France avec 400 militaires. Pourquoi pas ? Mais on est loin du compte...

S'agissant du 8^{ème} RA à Commercy, nous sollicitons votre appui pour un strict respect de la parole de l'Etat, à savoir, maintien du 8^{ème} RA jusqu'à compensation intégrale en emplois civils.

Comme nous l'avons proposé à plusieurs reprises sans réponse claire, nous sollicitons la venue du Ministre de la Défense à la base de défense de Thierville où il pourrait rencontrer les Maires des trois communes de Thierville, Étain et Commercy, les députés et sénateurs meusiens, le Président du Conseil Régional ainsi que Samuel HAZARD Conseiller Général de Verdun. Est-il nécessaire de rappeler qu'en 2008, nous nous sommes rendus deux fois au ministère ?

Au-delà de nos différences, nous pensons que c'est la démarche la plus pertinente pour se faire entendre. Il en va de l'avenir de nos territoires.

En 2008, tous ensemble au-delà de nos clivages partisans, nous avons obtenu le maintien de notre régiment. La force de notre rassemblement, plus puissant aujourd'hui, doit nous permettre de gagner à nouveau cette bataille du 3^{ème} RHC.

Cela dit, je tiens à aborder une analyse des économies possibles qui suscite débat à partir d'approches différentes.

54000 emplois ont été supprimés dans la Défense dans le droit fil de la précédente loi de programmation militaire et de la Révision Générale des Politiques Publiques.

Aujourd'hui, l'Etat nous annonce à nouveau 7234 emplois supprimés entre 2014 et 2019, toujours au nom de la RGPP. Dans le domaine de la défense, c'est la continuité.

Le projet de budget 2013 de la défense prévoit la montée en puissance de la Fonction stratégique << connaissance et anticipation >>. C'est une bonne chose.

Quand on se souvient qu'en 2003, la France, grâce à ses propres moyens de reconnaissance et de renseignement, a déjoué les mensonges sur les prétendues armes de destruction massive en Irak, nous ne sommes pas allés en Irak et c'était une bonne décision.

L'Etat doit faire des économies, certes, mais pas au détriment des régiments de soutien. L'année prochaine sera marquée par la poursuite de la modernisation de nos armes nucléaires qui engloutira 3,4 milliards, dans la seule année 2013, soit 21 % des crédits d'équipements militaires.

Quand on connaît le coût estimé à un peu plus de 7 milliards d'euros pour les 160 NH90 prévus sur plusieurs années, il y a de quoi s'interroger.

Savez-vous que 250 millions d'euros de travaux sont prévus en 2013 pour l'accueil des sous marins nucléaires Barracuda sur la base de Toulon ? Six nouveaux sous marins nucléaires sont prévus entre 2017 et 2027 pour un total de près de 8 milliards d'euros.

Et le bouclier antimissile dans l'Est Européen proposé par l'OTAN ? Il a été accepté récemment par le Président de la République. Une grande partie de la charge financière serait assurée par les pays Européens. Est-il indispensable ?

Quel est le plus utile ? La modernisation de l'armée de terre ou de l'arme nucléaire ?

Comme beaucoup de citoyens, je ne crois pas que la dissuasion nucléaire soit l'assurance vie de la nation. Elle ne correspond pas aux nouvelles menaces. De même, nous devons absolument écarter le danger de la disparition de la vie sur terre suite à un conflit nucléaire.

La France doit s'engager rapidement dans le soutien à la convention d'élimination des armes nucléaires, actuellement soutenue par 146 Etats. Elle doit respecter les engagements du traité de non prolifération, bafoué depuis vingt ans, en gelant le programme de nouveaux missiles à tête nucléaire M51.

Pour en revenir au 3^{ème} R.H.C., c'est la réponse du ministère et sa référence au livre blanc dont, je cite, « les conclusions ne sont pas encore arrêtées » qui sème l'inquiétude.

Il suffit de bien peu de choses pour arrêter notre détermination : que le ministère nous annonce le maintien du régiment après 2014.

Tous ensemble, restons vigilants, poursuivons l'action sous des formes appropriées pour que vive le grand 3 sans oublier l'action pour le 8^{ème} R.A. à Commercy.

Merci de votre attention.

Jean PICART